

l'appui du premier ministre Trudeau, champion indéfectible de la cause Nord-Sud, les participants se sont entendus sur la priorité absolue à accorder au lancement de nouvelles initiatives dans les domaines de l'énergie et de l'alimentation. Ces appels à la solidarité internationale ont été repris dans le deuxième rapport de la Commission Brandt en 1983. Plus près de nous, à Ottawa, le Groupe de Travail parlementaire sur les Relations Nord-Sud, dans son rapport à la Chambre des Communes, abondait également dans le même sens.

En particulier, une recommandation importante a résulté de ces trois initiatives: la création d'une nouvelle filiale de la Banque mondiale (BIRD) consacrée à l'énergie. Cette filiale aurait l'avantage de l'accès aux ressources de la BIRD tout en puisant dans un plus grand éventail de bailleurs de fonds, car les pays de l'OPEP pourraient s'associer à ses plus démunis. Malheureusement, la filiale est restée lettre morte, à suite de l'opposition inébranlable du gouvernement américain depuis la présidence Reagan. Devant ce échec multilatéral, le Canada, qui avait appuyé l'idée de la filiale avec acharnement, va se tourner vers une approche bilatérale, par le biais de Pétro-Canada.

### **La filiale énergétique canadienne**

La solution canadienne ne manque pas d'originalité: plutôt que de songer à une filiale de l'agence d'aide, L'ACDI, consacrée à l'énergie, à l'instar des propositions Nord-Sud, le gouvernement canadien va demander à sa compagnie pétrolière nationale, Pétro-Canada, de créer une filiale d'aide au développement. Les rôles sont renversés, mais le produit s'en trouve renforcé: PCAI, une filiale à part entière de Pétro-Canada aura accès aux ressources humaines, techniques et matérielles de sa société-mère en les dirigeant vers des projets d'aide dans les pays en développement les plus démunis en matière d'énergie. Ces projets sont financés par des subventions tirées à même les fonds d'aide approuvés par le Parlement fédéral: le budget de PCAI représente environ 4% de ces fonds pris dans leur totalité, et atteindra sous peu un niveau d'environ cent millions de dollars par année.

Au Canada, les travaux de prospection pétrolière ont souvent un caractère saisonnier: c'est la cas surtout de la prospection dans l'Arctique, et au large de la côte Atlantique; par ailleurs, il y a des mouvements cycliques gouvernés par les prix du pétrole et la disponibilité d'équipements, qui font qu'en certaines périodes l'industrie canadienne peut, sans réduire le niveau d'activité au Canada, offrir aux pays du Tiers-Monde des biens et des services de haute technologie pour leur venir en aide dans un domaine qui est largement prioritaire pour eux.

En effet, la facture pétrolière a décuplé depuis 1973, l'année historique de la première flambée des prix. S'il est vrai que ces prix ont fléchi depuis 1980, il convient de souligner que le pétrole se paie en dollars, alors que la plupart des pays du Tiers-Monde ont vu leurs monnaies s'effriter devant la montée du dollar. La crise pétrolière existe toujours pour ces pays, qui voient leurs devises étrangères, durement acquises par la vente sur des marchés défavorables de leurs matières et autres exportations, épongées en large partie par les importations de produits pétroliers.